



Rabat, le 2 février 2011

Note d'information

L'économie nationale en 2010 et 2011

- Taux de croissance estimé pour 2010 de 3,3% et prévu pour 2011 de 4,6% ;
- Reprise des activités non agricoles au même rythme de 5% en 2010 et 2011;
- Inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, contenue à près de 0,8% en 2010 et s'élèverait à 2,5% en 2011
- Allègement du déficit courant des échanges extérieurs en 2010 et creusement du déficit en 2011, passant de 2,7% du PIB en 2010 à 3,6% en 2011.

Le Haut Commissariat au Plan publie chaque année, au mois de janvier, le budget économique prévisionnel, qui présente une révision des perspectives retenues dans le budget économique exploratoire publié au mois de juin.

Dans ce cadre, le Budget Economique Prévisionnel 2011 donne une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2010 et les perspectives d'évolution des principaux agrégats macroéconomiques en 2011 et leurs effets sur le financement de l'économie.

L'élaboration de ces prévisions économiques se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan et d'autres départements ministériels et organismes financiers durant le deuxième semestre de 2010.

Ce budget économique tient compte également des effets, sur l'activité économique nationale, des différentes dispositions fiscales et budgétaires de la loi de finances 2011, adoptée par le Parlement au mois de décembre. Il prend en considération, par ailleurs, toutes les nouvelles données de la conjoncture internationale enregistrées en 2010 et de celles attendues en 2011.

➤ Hypothèses retenues pour l'environnement international

Les perspectives économiques publiées récemment par les institutions internationales¹ confirment la reprise de la croissance économique mondiale amorcée en 2010 et prévoient sa consolidation en 2011 et 2012. Le rythme de croissance retenu en automne 2010 a été ainsi révisé à la hausse, malgré les difficultés de la dette souveraine de certains pays avancés, et de la persistance des déséquilibres macroéconomiques, notamment du marché de l'emploi et des échanges extérieurs.

Sur cette base, la croissance économique mondiale devrait être de 4,4% en 2011 et de 4,5% en 2012 au lieu de 5% estimé en 2010. La croissance prévue pour 2011 et 2012 serait, certes, en retrait par rapport à celle de 2010. Elle devrait, néanmoins, s'inscrire dans un sentier d'évolution plus réaliste de la dynamique économique mondiale. Les rythmes positifs de croissance observés pour 2010 viennent, en effet, après les taux négatifs de 2009. En outre, les facteurs temporaires qui ont stimulé la croissance en 2010 devraient s'atténuer, au fur et à mesure que les politiques publiques de relance, mises en œuvre dans les pays avancés et émergents, devraient laisser place aux mécanismes du marché.

Dans ce contexte, **de nouvelles politiques économiques, coordonnées dans le cadre du G20**, sont adoptées progressivement pour accompagner la reprise à court et moyen terme, en opérationnalisant les facteurs structurels de la relance. Elles s'inscrivent dans un processus de régulations des marchés financiers en accordant une grande attention à la gouvernance des institutions financières internationales dans le but d'assurer plus de transparence et d'équité à la nouvelle architecture économique mondiale. Ces politiques traitent, par ailleurs, des mécanismes économiques permettant un rééquilibrage interne et externe de l'économie mondiale. Une démarche différenciée entre les pays avancés et les pays émergents et en développement tend à renforcer les exportations dans les pays développés d'une part, et la consolidation de la demande privée dans les pays émergents et en développement d'autre part.

Globalement, l'ensemble des régions devraient contribuer à la consolidation de la reprise économique, particulièrement les économies avancées, qui étaient les plus touchées par la crise internationale, avec une croissance négative de 3,4% en 2009 contre un taux positif de 2,6% pour les pays émergents et en développement.

Les économies avancées enregistreraient ainsi une croissance de 2,5% en 2011 au lieu de 3% en 2009. Les Etats Unis d'Amérique, sous l'effet d'une politique de dynamisation rapide de la consommation privée, serait le seul pays dans ce compartiment qui réaliserait une tendance à la hausse du rythme d'accroissement de son produit intérieur brut, passant de 2,8% en 2010 à 3% en 2011.

De son côté, **le Japon** a connu, en 2010, un retour marqué de la croissance économique qui a atteint 4,3% après la forte baisse de 6,3% enregistrée en 2009. Ce résultat s'explique par l'expansion des exportations, suite à la reprise de la demande en Asie, et aux effets des mesures de stimulation massives de la consommation des

¹ Selon les perspectives économiques du FMI janvier 2011 et octobre 2010, l'OCDE et la Commission Européenne en décembre 2010.

ménages (soit 1,2% du PIB en 2010). Néanmoins, l'activité économique Nippone devrait connaître un ralentissement en 2011 et la croissance reviendrait à 1,6% en raison d'une baisse de dynamisme des exportations qui n'augmenteraient que de 4,8% au lieu de 24,7% en 2010 et ne contribueraient que de 0,2 point de croissance en 2011.

La Zone euro, principal débouché des exportations marocaines et source importante en matière des transferts courants privés, dégagerait, malgré des disparités de la situation économique de ses membres, une croissance économique de 1,5% en 2011 au lieu de 1,8% en 2010 et -4,1% en 2009. Une croissance qui resterait, toutefois, au dessous du potentiel économique de la Zone.

Les économies émergentes et en développement, de leur côté, devraient s'inscrire dans le sentier d'une croissance plus forte de l'ordre de 6,5% en 2011 au lieu de 7,1% en 2010 et 2,6% en 2009. Cette croissance continuerait de profiter de la poursuite des performances des pays asiatiques et des pays de la région MENA et de l'Afrique subsaharienne, qui ont résisté pendant la phase aigue de la crise économique mondiale et avaient maintenus des croissances positives.

Ce dynamisme de l'économie mondiale, ainsi que le prolongement de sa vigueur durant l'année 2012, conjugué à la baisse de l'offre de certains produits agricoles sur le marché international, suite aux pertes induites par les intempéries climatiques, devraient exercer des pressions sur les prix internationaux, notamment ceux du pétrole et des produits alimentaires de base. Le cours moyen du pétrole, qui était d'environ 79 dollars le baril en 2010, devrait atteindre près de 90 dollars en 2011, soit un retour progressif vers son niveau élevé de 2008. Les prix des produits de base, de leur côté, devraient enregistrer une hausse de 11% en 2011, après les 23% observés en 2010.

Par ailleurs, l'évolution de la parité euro-dollar se traduirait par un renforcement de la position de la monnaie européenne par rapport au dollar américain, et la parité atteindrait 1,39 en 2011 au lieu de 1,33 observée en 2010. La compétitivité de la Zone euro serait, en conséquence, affaiblie vis-à-vis des produits américains.

Cependant, les pays avancés devraient continuer à mettre en œuvre des politiques monétaires accommodantes et soucieuses d'absorber l'inflation importée et de contenir, ainsi, la hausse des prix à la consommation aux alentours de 1,6%. En revanche, les pays émergents et en développement, notamment ceux non producteurs de pétrole devraient connaître un accroissement des prix intérieurs d'environ 6% en 2011.

Malgré cette hausse des prix au niveau international, la vigueur de la demande mondiale devrait maintenir le commerce international sur son sentier de croissance forte. Son volume en biens et services s'accroîtrait de 7,1% en 2011 au lieu de 12% en 2010 et d'une baisse de 10,7% en 2009.

➤ L'économie nationale en 2010 et 2011

1. La situation économique de 2010

L'évolution de l'environnement international en 2010 aurait exposé l'économie nationale aux effets de la forte hausse des cours internationaux des produits de base. Il lui aurait offert, parallèlement, de nouvelles marges d'opportunités, notamment pour l'élargissement de ses débouchés en matière d'exportation.

Les politiques budgétaires entreprises, notamment la révision à la hausse des dépenses publiques de soutien des prix à la consommation au titre de l'année 2010 pour atteindre 25 milliards de dirhams au lieu de 14 milliards de dirhams adopté dans la loi de finances, aurait permis d'absorber le choc de la hausse des prix internationaux et de maîtriser l'inflation. Parallèlement, l'assouplissement de la politique monétaire pour faire face au ralentissement de la liquidité a permis au Maroc de préserver le pouvoir d'achat des ménages et de soutenir la compétitivité de l'économie nationale. La hausse des prix intérieurs à la consommation, n'aurait pas dépassé 1% en 2010 et celle du prix implicite du PIB de 0,8%.

Ces actions favorables à la maîtrise de l'évolution des prix intérieurs, conjuguées à l'importance de l'investissement public consolidé en 2010 et la vigilance du Comité de Veille Stratégique instauré par le gouvernement en 2009, auraient entretenu le dynamisme de la demande intérieure et extérieure, et par conséquent leur contribution à la performance des activités non agricoles.

Néanmoins, **les comptes nationaux trimestriels et les travaux de suivi et d'analyse de la conjoncture économique conduite par le Haut Commissariat au Plan durant l'année 2010** ont permis d'anticiper le ralentissement de certaines activités économiques nationales, notamment le secteur primaire, le bâtiment, certaines branches des industries de transformation et le commerce.

La séquence de ces comptes trimestriels a permis de suivre de manière chronologique le ralentissement de la croissance. Ainsi, la croissance du PIB a été de l'ordre de 3,6% durant le premier trimestre, et de 3% respectivement durant le deuxième et troisième trimestre. Ces comptes ont permis également d'identifier les secteurs d'activité qui ont été derrière cette tendance à la baisse du rythme de croissance économique.

Il s'agit, en premier lieu, du secteur du BTP, qui malgré la poursuite du dynamisme des travaux publics, n'a pas pu réaliser la relance souhaitée, et sa croissance était de 2,1% durant les trois premiers trimestres de 2010 au lieu de 7,4% en moyenne annuelle de la période 2006-2009. Ce ralentissement s'explique, particulièrement, par la baisse de la production de logement social de 37% durant cette période.

Le secteur des industries de transformation, de son côté, aurait enregistré une croissance très modeste de 1,9% durant les trois trimestres de 2010, attribuable à une modération de la demande provenant de la zone euro, destinée à certaines industries de transformation, comme le textile et l'agroalimentaire.

Le secteur du commerce, qui est une activité fortement dépendante du dynamisme de secteur secondaire et agricole, aurait connu également un net ralentissement, en affichant une croissance de 1,9% au lieu de 3,8% en moyenne annuelle de la période 2006-2009.

Les comptes trimestriels ont permis, en outre, d'appréhender le revirement de tendance en faveur de certains secteurs notamment les mines, le tourisme, les transports et certaines branches des industries de transformation (chimiques, parachimiques, électriques et électronique).

Sur l'ensemble de l'année et compte tenu du suivi conjoncturel de l'économie nationale durant le quatrième trimestre 2010, **les activités non agricoles** auraient enregistré une croissance de 5% en 2010 au lieu de 1,3% en 2009. Le secteur secondaire (industries, bâtiment et travaux publics, mines et énergie), qui a été largement affecté par les effets de la crise internationale (secteur à vocation d'exportation) aurait dégagé une valeur ajoutée en hausse de 6,6% au lieu d'une baisse de près de 4,7% en 2009, notamment sous l'effet de l'amélioration des débouchés de ce secteur en matière d'exportations des phosphates et autres produits bruts, des demi-produits et des produits finis d'équipement. Les activités des services (commerce, transport, hébergement et restauration, activités financières, autres services non marchands) auraient réalisé un accroissement de 4,4% en 2010 au lieu de 4% en 2009, soutenu, en particulier, par la consolidation des performances des télécommunications, des activités financières et du tourisme.

Néanmoins, la baisse de **l'activité du secteur primaire** de 7,1% en comparaison avec sa performance enregistrée en 2009, de l'ordre de 29%, aurait atténué l'ampleur de la reprise induite par les activités non agricoles en 2010.

Dans ces conditions, l'économie nationale aurait connu un léger ralentissement en 2010, en affichant une croissance estimée à 3,3% au lieu de 4,9% en 2009 et 5,6% en 2008.

Sur le registre **des composantes du PIB**, la croissance économique de 2010 aurait certes bénéficié de la consolidation de la demande intérieure, mais également du nouveau dynamisme de la demande extérieure. Les exportations de biens et services en volume se seraient accrues de près de 14,4% en 2010, soit un rythme largement supérieur à celui des importations de l'ordre de 5,7%. Les exportations nettes auraient contribué ainsi pour 1,9 point à l'accroissement du PIB, après une contribution négative de moins 2,8 points entre 2007 et 2009.

Quant à la demande finale intérieure, sa contribution à la croissance n'aurait pas dépassé 1,4 point en 2010, en raison du recul de la variation de stocks qui n'aurait représenté que 3,9% du PIB au lieu de 6,2% en 2009. Les variations du stock auraient enregistré une contribution négative de 2,5 points à la croissance, après une contribution positive de 1,2 point en 2009. Alors que la consommation des ménages et la FBCF auraient préservé les niveaux antérieurs de leurs contributions à la croissance, respectivement de 2,5 point et 1,1 point en 2010.

Au plan de **financement de l'économie**, l'épargne intérieure devrait être en recul de près d'un demi- point en pourcentage du PIB pour se situer à 24,6% du PIB. La part de la richesse accumulée, qui aurait été affectée à la consommation, notamment des ménages est en augmentation. Le PIB en valeur se serait accru de 4,1% en 2010 contre une augmentation de la consommation finale nationale de 4,8%.

Néanmoins, l'amélioration des revenus nets en provenance du reste du monde, notamment les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE), qui auraient représenté 6,9% du PIB en 2010 au lieu de 6,8% en 2009, aurait permis de porter le taux d'épargne nationale à près de 31,5% du PIB en 2010.

Parallèlement, l'investissement brut (composé de la FBCF et de la variation des stocks) aurait représenté 34,2% du PIB en 2010 en diminution par rapport à son niveau de 36% atteint en 2009. La FBCF se serait maintenue par rapport au PIB alors que la variation des stocks aurait enregistré un recul de près d'un point et demi relativement au PIB. Malgré, cette baisse du taux d'investissement, le compte épargne-investissement aurait dégagé un déficit de financement de l'ordre de 2,7% du PIB au lieu d'un déficit plus prononcé de 5% en 2009.

2. Perspectives de l'économie nationale en 2011

L'économie nationale, compte tenu des dispositions de la loi de finances adoptée, serait caractérisée en 2011 par le maintien de la vigueur de la demande finale intérieure, notamment, le dynamisme de la consommation des ménages résidents et l'expansion de l'investissement, aussi bien public que privé. La hausse de l'investissement des administrations publiques de 21,4%, les dépenses de subvention des prix à la consommation prévues à 17 milliards de dirhams, la hausse des dépenses en faveur du personnel de l'Etat de près de 7% et les mesures fiscales mises en œuvre en faveur des petites entreprises (TPE), devraient consolider la demande domestique.

La politique monétaire adoptée par Bank Al Maghrib, de son côté, devrait continuer d'assurer un financement adéquat aux besoins des agents économiques. Après un accroissement de 10% en moyenne annuelle des deux dernières années, les crédits à l'économie devraient suivre cette tendance en 2011 et continuerait de préserver la demande intérieure.

Par ailleurs, **la consolidation de la demande extérieure** pour les marchandises et les services, notamment, le tourisme international devrait continuer à soutenir l'activité économique nationale. La demande mondiale adressée au Maroc devrait s'accroître en effet de 6% en 2011 au lieu de 8% en 2010 après un recul de 11% en 2009. Les recettes du tourisme international, les transferts des MRE et l'afflux des capitaux étrangers vers l'économie marocaine, notamment sous forme d'investissement direct (IDE), devraient se maintenir dans la ligne des réalisations observées en 2010. Les hypothèses retenues dans ce cadre supposent des taux d'accroissement autour de 11% en moyenne pour les recettes voyages et les transferts des MRE et une entrée d'IDE, équivalent à 3,5% du PIB, restant, ainsi, au niveau de la moyenne des trois dernières années.

Toutefois, **les prix intérieurs** risqueraient d'être impactés par le renchérissement des cours internationaux du pétrole et des produits de base. Les perspectives établies pour 2011 font ressortir une hausse des prix à l'importation de 7,2% au lieu de 6,7% en 2010. Et compte tenu des actions budgétaires retenues en matière de soutien des prix à la consommation pour l'exercice budgétaire de cette année, les prix intérieurs devraient s'accroître : Le prix implicite du PIB serait en hausse de 2,5%.

Par ailleurs, l'économie nationale devrait bénéficier d'une campagne agricole 2010-2011 qui semble s'annoncer dans de bons auspices. Les conditions climatiques, qui ont prévalu depuis le début de cette campagne, sont satisfaisantes aussi bien en termes de volume pluviométrique que de sa répartition dans le temps et dans l'espace. L'hypothèse d'une production moyenne de l'ordre de 70 millions de quintaux pour les cultures céréalières paraît réaliste selon les données disponibles jusqu'à présent.

Globalement, **l'activité économique nationale devrait enregistrer ainsi une amélioration de son rythme de croissance de l'ordre de 4,6% en 2011 au lieu de 3,3% estimé en 2010.** Comme pour l'année 2010, la croissance de 2011 proviendrait davantage de la contribution des activités non agricoles.

Avec un scénario de production céréalière d'environ 90 Millions de quintaux durant la campagne agricole 2010/2011, **la croissance de l'économie nationale devrait gagner un demi-point pour se situer à environ 5,1%** au lieu de 4,6% retenu dans le scénario moyen.

Au cours des mois prochains, l'ensemble des chiffres publiés dans ce budget économique prévisionnel seront révisés pour tenir compte d'éventuelles mesures que prendraient le gouvernement pour faire face à la hausse certaine des prix de pétrole et des produits alimentaires de base à des niveaux supérieurs à ceux retenus dans la loi de finances 2011.

En restant dans le scénario d'une croissance économique nationale de 4,6%, les activités non agricoles devraient dégager une valeur ajoutée en amélioration de 5% en 2011. Cette progression, serait plus structurelle que conjoncturelle, puisque celle de 2010, aurait bénéficié de l'effet mécanique du fait que son estimation est établie par rapport à une année de faible croissance, d'environ 1,3% en 2009. La valeur ajoutée du secteur secondaire, reviendrait à son sentier de croissance normale, et pourrait augmenter de 3,8% après 6,6% enregistré en 2010. Alors que, les activités des services seraient entrain de retrouver progressivement le rythme de leurs performances d'avant crise économique. Ils réaliseraient une croissance de près de 5,5% en 2011 au lieu de 4,4% en 2010.

Quant au secteur primaire, sur la base de l'hypothèse moyenne retenue pour la production des céréales (70 millions de quintaux) et la consolidation des performances des autres composantes du secteur, notamment les cultures industrielles, l'élevage et la pêche, il devrait afficher une croissance de 2% en 2011.

Globalement, les activités des services devraient contribuer pour 3,3 points à la croissance économique en 2011, soit presque le même niveau qu'en 2010, alors que celle du secteur secondaire se limiterait à un point de croissance au lieu de 1,7 point en

2009. La contribution de l'activité primaire, quant à elle, serait de 0,3 point au lieu d'une contribution négative de 1,1 point en 2010.

L'évolution des composantes du PIB en volume dégagerait une hausse de la demande intérieure de 5%, à un rythme inférieur à la moyenne de 7,2% enregistré durant la période 2006-2009. Les signes préliminaires d'une décélération de la contribution de la demande intérieure à la croissance seraient l'une des conséquences de ce ralentissement. Dans cette perspective, la consommation finale nationale devrait continuer pour la sixième année consécutive d'enregistrer des croissances supérieures à 4% en volume. Son rythme de progression devrait atteindre 4,9% en 2011. La formation brute du capital fixe, soutenue par l'effort d'investissement du secteur public consolidé, devrait connaître une hausse de près de 6,5%. L'augmentation de la consommation des administrations publiques, restant modérée, ne dépassant pas 3% en 2011, serait supérieure à 1,8% enregistré en 2010, et continuerait à traduire l'effort de restriction des dépenses publiques non salariées.

Au plan **des échanges extérieurs de biens et services en volume**, les exportations devraient poursuivre leur dynamisme amorcé en 2010, aussi bien au niveau des marchandises que des services, notamment touristiques, et devraient s'accroître de près de 7,9% au lieu de 14,4% estimé pour 2010. Les importations devraient, quant à elles, profiter toujours de l'effet multiplicateur du dynamisme de la demande intérieure ainsi que de l'impact de démantèlement tarifaire appliqué dans le cadre des accords de libre échange pour enregistrer une hausse de 6,3% en 2011 au lieu 5,7% une année auparavant. Cette évolution différenciée en termes de tendance des rythmes d'accroissement des deux composantes du commerce extérieur devrait dégager une contribution presque nulle des exportations nettes de biens et services en 2011 après avoir enregistré une contribution positive de 1,9 point en 2010 et des contributions négatives durant la période 2007-2009.

En terme nominal, les échanges extérieurs de biens et services dégageraient un solde en ressources légèrement en détérioration, avec un déficit de l'ordre de 11,6% du PIB en 2011 au lieu de 10,3% en 2010.

Sur le registre **du financement de l'économie**, les perspectives établies pour 2011 font ressortir une hausse de la consommation finale nationale en valeur (consommation des ménages et des administrations publiques) de près de 7,8%, légèrement supérieure au rythme d'évolution du PIB nominal de 7,2%. Autrement dit les ressources mobilisées sous forme d'épargne intérieure devrait continuer de s'inscrire dans une tendance baissière en pourcentage du PIB. Le taux d'épargne intérieure devrait être de 24,1% en 2011 au lieu de 24,6% en 2010.

Les revenus nets en provenance du reste du monde, sous l'effet, en partie, de la hausse des transferts des MRE, devraient représenter 7,8% du PIB en 2011 au lieu de 6,9% en 2010. Ils permettraient ainsi au revenu national brut disponible de s'accroître de 8,1% au lieu de 5,1% en 2010. En conséquence, l'épargne nationale atteindrait 32% du PIB en 2011 au lieu de 31,5% en 2010.

Par ailleurs, le taux d'investissement brut devrait être en hausse, et représenterait 35,5% du PIB en 2011 au lieu de 34,1% du PIB en 2010. Le besoin de financement de

l'économie nationale devrait ainsi s'accroître, passant de 2,7% en 2010 et à 3,6% en 2011. Cette tendance serait synonyme d'une légère détérioration des finances extérieures du pays, sous l'effet de l'accentuation du déficit en ressources.

Les finances publiques, de leur côté, seraient marquées par une maîtrise des dépenses courantes en 2011 qui se maintiendraient à leur niveau de 2010, en représentant 21,4% du PIB. Ceci serait attribuable à une augmentation modérée de la masse salariale de 7%, de l'effort de restriction des autres dépenses non salariées et du léger recul des charges de compensation retenues dans la loi des finances. Les dépenses d'investissement des administrations publiques devraient s'accroître de 21,4% en 2011. Au total, compte tenu d'une hausse prévisible des recettes courantes d'environ 8%, le budget de l'Etat devrait dégager un déficit global de 3,6% en 2011, en baisse par rapport à 4,2% du PIB en 2010.

Dans ce contexte, **la masse monétaire** devrait progresser à un rythme de 9% en 2011 au lieu de 12,6% en moyenne annuelle de la période 2005-2009. Cette tendance s'explique par une progression des crédits à l'économie de 10% et une stabilité des avoirs extérieurs nets. Il est à rappeler que le marché monétaire a été marqué en 2010 par une progression modérée de la masse monétaire de 4,8%, en raison d'une stabilité des avoirs extérieurs nets et du ralentissement des crédits à l'économie qui n'ont augmenté que de 7,4% au lieu de 15% en moyenne annuelle durant la période 2005-2009.

Au terme de ces perspectives économiques pour 2011, quelques observations méritent d'être soulevées :

- Les activités économiques non agricoles, après avoir marqué le pas sous l'effet de la crise économique mondiale, auraient renoué avec la croissance ascendante d'avant crise, particulièrement les services marchands. Les secteurs des industries de transformation autres que celles de l'agroalimentaire et du textile auraient enregistré des croissances élevées en 2010, sous l'effet du dynamisme des exportations des demi-produits et des produits finis. Ces réalisations méritent d'être appréciées en dehors de l'effet mécanique des rythmes de croissance négatifs de 2009.
- Par ailleurs, la demande intérieure devrait continuer à contribuer à la croissance économique, bien qu'à un rythme moins soutenu que par le passé. Comparée à sa tendance antérieure, elle devrait présenter des signes de décélération et interpellera sur le maintien de rôle du moteur de croissance tirée par la demande intérieure. La relance des exportations devient de ce fait un impératif fondamental pour assurer le financement adéquat à l'économie nationale et la consolidation du modèle de croissance dans lequel s'est engagé notre pays.
- En outre, la variation des stocks devrait représenter 4% du PIB. Le budget économique exploratoire 2011 publié en juin 2010 avait souligné ce niveau élevé de la variation du stock. De ce fait, et pour une meilleure gestion du cycle des stocks, il s'avère nécessaire de renforcer la logistique et l'assainissement du commerce intérieur et extérieur.
- Le besoin de financement ressort clairement de la tendance à la baisse du taux d'épargne intérieure relevée ces dernières années. La consommation finale

nationale absorbe de plus en plus une part importante du revenu national, et réduit la disponibilité des ressources internes pour soutenir les efforts d'investissement. Le gap entre l'épargne intérieure et le taux d'investissement n'a en effet cessé de se creuser, passant d'une moyenne de 6,3% du PIB entre 2004-2007 à 11,5% entre 2008 et 2011 (il passerait de 9,6% du PIB en 2010 à 11,4% du PIB en 2011).

- Jusqu'à présent le gap entre l'investissement brut et l'épargne intérieure a été financé en partie par des revenus nets en provenance du reste du monde, représentant 7,1% du PIB par an en moyenne. Et malgré cela, un besoin de financement d'environ 4,4% du PIB a subsisté et a été comblé par les IDE et les emprunts extérieurs. L'évolution de l'environnement international, dont les risques de dégradation demeurent élevés, devrait interpeller notre pays sur la double exigence d'une meilleure mobilisation de l'épargne intérieure d'une part et d'une amélioration de la compétitivité des entreprises et du maintien de l'attractivité économique nationale d'autre part.

Il convient de noter, au terme de ces perspectives économiques, que ces estimations des agrégats macroéconomiques pour 2010 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2011, lors de l'arrêté des comptes de la nation pour l'année 2010. Quant aux prévisions économiques de 2011, elles seront révisées au mois de juin, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2012.

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (En %)

Rubriques	2008	2009	2010*	2011**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	16,6	29,0	-7,1	2,0
• Valeurs ajoutées non agricoles (VANG)...	3,9	0,8	5,2	4,9
➤ Secteur Secondaire.....	3,6	-4,7	6,6	3,8
➤ Secteur tertiaire.....	4,1	3,9	4,4	5,4
Valeur ajoutée totale.....	5,7	5,0	3,1	4,4
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....	5,0	4,6	4,3	5,9
PIB non agricole (VANG +ITS).....	4,1	1,3	5,0	5,0
PIB en volume.....	5,6	4,9	3,3	4,6
Variation du prix implicite du PIB	5,9	1,9	0,8	2,5

(*) : Estimation pour 2010 (**) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2011.

Principaux indicateurs macroéconomiques

RUBRIQUES	2008	2009	2010*	2011**
PIB.....	5,6	4,9	3,3	4,6
Consommation finale, dont:	5,7	5,6	3,8	4,9
-Ménages résidents.....	6,0	4,0	4,4	5,5
-Administrations publiques...	4,8	11,2	1,8	2,9
FBCF.....	11,5	2,5	3,5	6,5
Exportations de biens et services.....	7,3	-12,3	14,4	7,9
Importations de biens et services.....	12,2	-6,5	5,7	6,3
Déficit en Ressources (en % du PIB)	-14,1	-11,6	-10,3	-11,6
Taux d'épargne intérieure(en % du PIB)	24,7	25,1	24,6	24,1
Taux d'épargne nationale.....	32,9	31,0	31,5	32,0
Taux d'investissement.....	38,1	36,0	34,2	35,6
Solde de financement (en % du PIB).....	-5,2	-5,0	-2,7	-3,6

NB : -Variations en % aux prix de l'année précédente. Et ratios en % du PIB courant..

- (*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2011.